

## Démarche Climat air énergie

### Compte-rendu de la réunion de comité technique du 12 février 2019

Nous vous adressons le compte rendu du comité technique, démarche climat, air, énergie qui s'est déroulé le mardi 12 février.

Nous vous remercions vivement de votre participation en tant qu'acteur, vous êtes venu co-construire cette démarche qui conduira le territoire à lutter contre le changement climatique et à améliorer la qualité de l'air. Nous vous présentons, ci-dessous, outre des éléments de rappel, les réflexions émanant des débats autour des thèmes Résidentiel, Tertiaire / Industrie / Agriculture, Forêt / Transport / Air.

N'hésitez pas à réagir pour préciser, argumenter ou modifier la transcription de vos échanges par les animateurs.

#### **Rappel de l'ordre du jour :**

- définition de la stratégie climat, air, énergie,
- proposition d'objectifs chiffrés, vision à 2020, 2030 et 2050.

#### **En pièce-jointe, les documents suivants :**

- Liste de présence,
- Présentation (format pdf),
- document de travail avec les onglets orientations et objectifs (format Excel),
- glossaire (format word).

#### **" Vous nous avez dit..... "**

Vos réflexions autour des tables thématiques Résidentiel, Tertiaire / Industrie / Agriculture, Forêt / Transport / Air

#### **► Industrie / Air**

Participants : M. LHERMET (Mairie de Sonnay), Mme RIBIERE (CCI Nord Isère), Mme FORCHERON (CNR), M. LAPORTE (CNPE)

Animateur : M. NICOD (EBER)

#### Les débats :

Des échanges ont porté sur :

#### **la définition des objectifs chiffrés.**

Les participants estiment pertinent d'afficher des objectifs réalistes de réduction des GES et des polluants atmosphériques car le PCAET a une obligation de réussite. Si les objectifs retenus diffèrent de ceux affichés au niveau national ou régional, il faudra le justifier en s'appuyant sur les objectifs présentés par les industriels du territoire. A ce jour, seul OSIRIS a transmis ses objectifs à l'horizon 2030. Il est donc nécessaire de remobiliser les autres principaux industriels locaux. Les participants ne jugent pas réaliste d'afficher une baisse des consommations du secteur industriel sur le territoire à l'horizon 2030 et 2050 du fait des projets d'aménagement annoncés (INSPIRA et agrandissement ZA Rhône Varèze) et de la croissance des industriels déjà installés. Ils proposent de travailler sur la définition d'un indicateur de suivi d'activité prenant en compte l'évolution de la consommation d'énergie de l'entreprise par rapport à l'évolution de son Chiffre d'Affaire ou de sa production. Ils proposent également de cibler la baisse de consommation d'une énergie (charbon ou gaz par exemple) en lien avec l'évolution du mix énergétique des entreprises.

La CCI Nord Isère a évoqué les accompagnements qu'elle peut assurer : individuels (visite énergie) ou collectifs (webconférences ou ateliers en présentiel sur un territoire).

- **la production d'ENR** en lien notamment avec les bâtiments présents sur les zones d'activités du territoire. La CNR et la Centre nucléaire de St-Alban - St-Maurice ont fait un point sur les projets de production d'ENR sur le territoire (centrales photovoltaïques).
- **les émissions de polluants** en lien avec les industriels du territoire et le passage de l'autoroute.
- **l'aménagement du territoire** et des liens à avoir avec le SCoT et les autres outils de planification (SAARRA, PLU...).
- **l'eau** à travers des questions de préservation et de récupération.

#### Les propositions de pistes d'action et d'objectifs

- Définition d'objectifs chiffrés de réduction des émissions de GES et de polluants atmosphériques réalistes en lien avec les objectifs avancés par les principaux industriels du territoire.
- Définition d'un indicateur de suivi d'activité prenant en compte l'évolution de la consommation d'énergie de l'entreprise par rapport à l'évolution de son Chiffre d'Affaire ou de sa production.
- Cibler la baisse de consommation d'une énergie en particulier (charbon ou gaz par exemple) en lien avec l'évolution du mix énergétique des entreprises.
- Réflexion sur la possibilité de capter des émissions de CO2 en vue de produire de l'hydrogène.
- Dans le cadre notamment d'INSPIRA et de la ZA Rhône Varèze : faire en sorte que tout bâtiment industriel réfléchisse à la récupération d'eau et de chaleur et à la production d'ENR (toit photovoltaïque...).
- Axe de travail autour de la revégétalisation des centres-villes, des zones économiques et des parkings.
- Accompagnements individuels ou collectifs des entreprises du territoire (visites énergie...).

#### ► **Agriculture, Forêt / Air**

Participants : M. SAUZET (Chambre d'agriculture), Mme JAS (CFT), M. CHATENET (CRPF), M. JANJAT (mairie de Moissieu sur Dolon), M. Lorente (mairie de Péage de Roussillon), M. Fontaine (SIGEARPE)  
Animatrice : J. SOUDAN (AGEDEN)

#### Les débats

Parmi les 3 objectifs proposés, seul celui lié à la séquestration carbone semble pertinent aux experts présents autour de la table. C'est celui qui permettra d'avoir les visions les plus globales possibles prenant en compte les différents paramètres. Il permettra de proposer des solutions transversales ou cohérentes entre elles. En effet pour l'agriculture, les différents schémas nationaux et régionaux en cours vont plutôt vers une augmentation du nombre de passages de véhicules à court terme.

Pour la forêt on est dans le même cas : il est envisagé d'exploiter et d'entretenir davantage la forêt. Les consommations d'énergie dans un premier temps risquent donc d'augmenter.

Objectif forêt : augmenter la surface gérée et le nb de documents de gestion = sur 10 ou 20 ans (planification coupes rases) = augmentation quantité de séquestration carbone.

Schéma régional Biomasse (SRB) : Forêt bois AURA doit augmenter mobilisation du bois de + 40 000 m3

L'amélioration des motorisations, de leurs puissances et leurs rendements devraient faire stagner ces augmentations, voire les réduire à long terme.

Plutôt donner des objectifs par tonne de bois, litre prélevé = trouver équilibre entre production et économie

Pour les objectifs séquestration carbone : on garde 5, 10 et 15 %

Pour le volet air et le NH3 : pas assez d'éléments pour donner un avis. Il serait nécessaire d'avoir la concentration moyenne départementale de NH3 et voir où se situe le territoire EBR par rapport à cette moyenne. L'ensemble des acteurs présents éprouvent des difficultés à donner un avis sur cet objectif très technique. De manière arbitraire, on partirait sur 5, 10 et 20 %

### Les propositions de pistes d'action et d'objectifs

- Pour la forêt : équilibrer développement (dvpt) bois énergie (inscrit dans charte forestière) d'un côté et dvpt éclaircies et bois d'oeuvre (stockage carbone intéressant) de l'autre : la filière s'adapte selon la stratégie voulue par la territoire. Plutôt voir avec les actions pour récupérer les équilibres qu'au niveau des objectifs
- Pour l'agriculture : zero labours, itinéraires techniques, agroforesterie, plan de gestion des haies
- La charte forestière et la chambre d'agriculture indiquent qu'elles ont donné toutes une liste d'actions possibles dans les questionnaires.

#### **volet air**

- pour rappel : campagne de mesures en 2015 par ATMO sur polluants issus de l'arboriculture
- pour le NH3 : agir sur les épandages de lisiers en passant en méthanisation, éviter aspersion : techniques d'épandage à faire évoluer + changements de pratiques

#### **► Transport / Air**

Participants : Mme BOSCH (mairie des Roches de Condrieu), Mme CLEMENT (ARS), Mr VICARIO (mairie de Salaise sur Sanne), Mme ROHNER (SCOT), Mr MARTINON (Les Courriers Rhodaniens), Mr DEJOINT (DDT)

Animatrice : Mme ALLALI (EBER)

#### Les débats

Certains constats ont été partagés comme le poids du transport des marchandises et des personnes, qui représentent à chacun 50% des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre du secteur, au niveau du territoire. De même, l'usage de la voiture, plus de 50% des déplacements le sont sur un trajet de moins de 3 Km et plus de 90% des déplacements comptent un seul occupant. Il est relevé que le cycle de l'alimentation impact très fortement ce secteur, nous interrogeant sur la localisation des activités agricoles et les modèles de distribution des produits alimentaires.

Les représentants de communes nous expliquent que suivant le contrat de marché public avec le fournisseur de repas de cantines, les aliments produits sur le territoire rejoignent une plateforme à Lyon ou St Quentin Fallavier pour être acheminé par la suite à nouveau sur le territoire, loin de privilégier les circuits courts. Cette notion pourrait être approchée sur le périmètre des 37 communes avec comme service support, la communauté de communes.

D'autre part, les participants ont relevé la nécessité de s'interroger sur le trafic de l'autoroute, l'A7, car la réduction de la vitesse sur une portion pourrait améliorer la qualité de l'air. L'étude d'impacts de cette mesure pourrait permettre d'aboutir à cette action, l'expertise ATMO serait alors sollicitée. Un autre aspect, consiste à agir sur le transport de marchandises par le développement d'une plateforme multimodale qui conduirait à réduire le trafic de transit, en facilitant le passage route/rail/fleuve.

Le télétravail est présenté sans gain quantifiable, or il peut être évalué (1 jour de télétravail correspondrait à un gain de 20%).

Concernant le choix des objectifs chiffrés, il est jugé peu ambitieux pour 2025, amenant à inverser les échelles et donc les objectifs entre 2025 et 2050. L'échéance 2050 est bien trop lointaine, ne permettant pas une appropriation et mobilisation suffisante.

### Les propositions de pistes d'action et d'objectifs

- L'action de mobilisation des 37 communes, pour encourager les circuits courts liés à la livraison des repas des établissements, trouve sa place dans l'axe stratégique « Promouvoir les pratiques

décarbonées et privilégier les ressources et économie locales → Inciter les changements dans le domaine agricole → Favoriser une agriculture locale et encourager les circuits courts ».

- L'action de régulation de la vitesse sur une portion de l'A7 se rattache à l'axe « Améliorer la qualité de l'air/ Agir sur la santé environnementale → Réduire les émissions liées au transport ».
- Le développement d'une plateforme multimodale s'inscrit dans « Réduire le trafic routier autoroute et hors autoroute ».
- Afficher des objectifs plus ambitieux dès 2025.

### ► Résidentiel/Tertiaire

Participants : Mmes PRUVOST et DALUD (OPAC 38), Mme JAUVERT (DDT Isère), Mr CLOT GOUDARD (SEDI), Mme LABARTETTE (ATMO AURA), Mr MARION (EBER), Mme DELOCHE (SAARRA), Mr DUC (EBER), Mme PRAT (mairie de Moissieu sur Dolon)

Animateur : Mr TESSIER (AGEDEN)

#### Les débats

**Globalement, il n'y a pas eu de prise de parole dénonçant les propositions d'objectifs.**

**A la question « Trouvez-vous les objectifs affichés ambitieux ? » La réponse « je les trouve atteignables et réalistes » a été -en apparence- partagée par les acteurs autour de la table. En parallèle, il a également été remonté : « ces objectifs ont beau sembler atteignable, il paraît cependant nécessaire de favoriser les dynamiques pour les atteindre, » . Il a été posé une question qui n'a pas appelé de réponse, « les objectifs annoncés sont-ils compatibles avec la protection de l'environnement et le maintien du réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C ou 2°C ? »**

#### **Réduction des consommations d'énergie**

Un acteur a souhaité souligner que les premiers % seront « simples » à obtenir, en expliquant la notion de gisement facilement exploitable. Les premiers % d'économie d'énergie sont les moins chers car on vient [réparer les plus gros trous]. Il a été cité le besoin d'être accompagné pour ne pas « tuer le gisement ».

Un acteur a soulevé la question d'un potentiel gisement d'économie d'énergie par la fusion des 2 territoires (rationalisation, mutualisation, optimisation, diagnostic, mutualisation des compétences, élargissement du potentiel d'actions). Ce même acteur a demandé s'il est prévu que le territoire mette en place un service d'économie de flux.

Résidentiel : Réflexion globale nécessaire, nécessité d'existence d'un tiers de confiance mobilisable par les particuliers. La notion de sobriété énergétique liée à l'usage est vue comme un levier rapide à mettre en place. L'OPAC fait part de travaux sur cette thématique en mettant en avant certaines stratégies (livret, accompagnement, individualisation des frais d'eau chaude, animations).

#### Les propositions de pistes d'action et d'objectifs

##### **Remplacer X% du gaz naturel par des EnR**

Pourquoi le gaz ne se verdirait pas ?

à méthanisation, méthanation, hydrogène, biogaz sur STEP Eau usées

à PPE France annonce février 2019, le biogaz annoncé à 30% en 2028 à été revue à la baisse 7%.

Si on remplace du gaz par de l'EnR bois par exemple ? Quelles sont les potentielles conséquences négatives à Qualité de l'air, zoom sur les particules fines

à volonté de traiter la question de la qualité de l'air

à mise en cause des appareils aux bois peu performant (remplacement des vieux appareils)

à Impact du remplacement du gaz par de la combustion bois ? significatif ?

##### **Remplacer X% du fioul par des EnR**

- 10% de remplacement à 2025 paraît faible à la vue des annonces gouvernementales, et des impacts positifs (qualité d'air, balance économique, précarité)  
exemple de l'OPAC qui a déjà éradiqué le fioul de son parc local (ou en cours)
- Les investissements vers des systèmes alternatifs (bois, solaire thermique, PAC) sont importants, comment accompagner le marché sans renforcer la précarité énergétique

### **Qualité d'air**

- Nécessité d'apporter du conseil et de la sensibilisation sur la qualité d'air (suivi de la qualité d'air extérieur, principaux contributeurs, principaux comportements vertueux- limité l'écobuage, limité les anciens équipements au bois peu performant, favorisé les alternatives à la voiture et autosolisme)
- Qualité de l'air intérieur :
  - besoin d'information sur l'usage (bonnes pratiques & usages)
  - besoin d'un accompagnement, de conseils lors de la rénovation pour obtenir des logements sains après rénovation et pas uniquement économe en énergie
  - à mission de service public pour du conseil à la rénovation

### **Autres contributions :**

- Sur le bois énergie, la filière de maintenance n'est pas encore aboutie. Il est difficile de trouver un exploitant compétent et au bon tarif localement.
- les filières EnR telle que le bois ou le solaire thermique demandent un volume de marché plus important pour s'organiser et structurer une offre qualitative
- leviers :

à **besoin de communication, d'animation,**

à **besoin d'informations**

à **besoin d'accompagnement** de l'humain, conseil, tiers de confiance, pédagogie

à **besoin de leviers financiers** (comble à 1€, prêt long, tiers financeurs,..)

Soutenir les permanences Info énergie

Travailler sur les messages, et plus notamment sur la qualité de l'air

Le lien pour télécharger la synthèse des diagnostics de l'ex-Pays Roussillonnais et ex-Territoire de Beaurepaire :

[http://www.ccpaysroussillonnais.fr/la\\_demarche\\_climat\\_air\\_energies.html](http://www.ccpaysroussillonnais.fr/la_demarche_climat_air_energies.html)

Le lien pour télécharger les diagnostics de l'ex-Pays Roussillonnais et ex-Territoire de Beaurepaire dans leur intégralité :

[www.grosfichiers.com/GSJw2h1RY7iMU](http://www.grosfichiers.com/GSJw2h1RY7iMU)